

problèmes découlent essentiellement de la surproduction ou d'un excédent de offre en face de l'insuffisance de la demande. Cette situation a mené à des politiques contradictoires touchant les mécanismes de soutien des prix qui très souvent aggravent les problèmes qu'ils sont appelés à résoudre. Les ministres ont constaté que la tendance à la surproduction a donné lieu à un vaste recours aux mesures d'aide à l'exportation et l'intensification des restrictions touchant les importations. Récemment, les mesures telles que les subventions au consommateur et la dénaturation ont été de plus en plus en honneur. A la fin de leurs échanges, les ministres ont conclu qu'il existe un besoin urgent d'adapter les politiques agricoles à la situation du marché national et étranger.

Ont aussi retenu l'attention les problèmes que pose l'évolution technologique en agriculture, la question des dimensions optimums des fermes, la proportion de la population agricole et le dosage approprié des politiques agricoles, y compris l'usage des mécanismes de soutien des prix, en vue de hausser le revenu des agriculteurs et de rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande.

Déclaration du Canada

Le Canada s'est toujours intéressé aux travaux du Comité de l'agriculture et y a fourni un apport considérable. La déclaration de M. Olson a mis l'accent sur le désir du Canada de créer une méthode de travail et d'apporter des solutions pratiques aux problèmes auxquels l'agriculture fait face. M. Olson a commencé en disant: « la situation générale (de l'agriculture) se caractérise par une augmentation de production plus rapide que l'accroissement des besoins. » « En outre », a-t-il ajouté, « règle générale, les excédents dépassent le volume qu'on pourrait raisonnablement s'attendre de voir absorbé par d'autres parties du monde, même avec une intensification de l'aide alimentaire. »

Dans tout effort tenté pour résoudre ces problèmes, un pays a tendance à prendre des mesures unilatérales dont il peut tirer avantage mais qui sont préjudiciables à d'autres pays. Les producteurs et les gouvernements voient ce qui se fait dans d'autres pays et ils pensent naturellement que leur propre pays devrait prendre des mesures analogues. Il me semble que chaque pays en particulier a l'importante responsabilité de résoudre ses problèmes, mais les solutions adoptées doivent s'inspirer de principes convenus avec d'autres pays. Les programmes agricoles même imparfaits doivent comporter certaines caractéristiques qui rendent susceptibles d'améliorations à long terme. Si l'on recourt à des subventions, elles devraient produire les ajustements nécessaires tout en assurant un revenu agricole additionnel.

M. Olson a ensuite abordé les problèmes particuliers de l'industrie laitière au Canada du point de vue de la nature et du volume de l'aide à accorder aux producteurs de lait. Il a aussi traité de l'importance de la production céréalière pour le Canada et il a noté ceci:

Depuis la dernière réunion des ministres, le nouvel Accord international des grains a été conclu. Ce signe de collaboration internationale est encourageant et nous voyons avec satisfaction qu'on a prévu des prix maximums et minimums et que les pays, exportateurs et importateurs, prennent conscience de leurs responsabilités en matière d'aide alimentaire. Je souhaiterais voir s'accroître les progrès vers la rationalisation de la production, des politiques intérieures et de l'organisation des marchés. Le Canada s'apprête présentement à établir un Conseil canadien des céréales qui pourra aider à diriger et à coordonner tous les aspects de la production et de la mise en vente. Nous prévoyons y nommer des